

PREFECTURE DE L'HERAULT



DIRECTION
DÉPARTEMENTALE
DES SERVICES
VÉTÉRINAIRES

ARRETE PREFECTORAL n° 2005 - 1 - 3087

fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations fixes et permanentes de l'aquarium "Mare nostrum" à Montpellier pour la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère et relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon
Préfet de l'Hérault

Vu le règlement 338/97 modifié du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce ;

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 411-1 à L. 411-3, L. 413-2, L. 413-3, L. 413-4, L. 511-1 à L. 517-2, R. 213-6, R. 213-39 et R. 213-40 ;

Vu le Code Rural, et notamment ses articles L. 214-1, L. 221-11 et R. 214-17 ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 25 octobre 1982 modifié relatif à l'élevage, la garde et la détention des animaux ;

Vu l'arrêté du 25 octobre 1995 modifié relatif à la mise en œuvre du contrôle des établissements détenant des animaux d'espèces non domestiques ;

Vu l'arrêté du 21 novembre 1997 définissant deux catégories d'établissements autres que les établissements d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée, détenant des animaux d'espèces non domestiques ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 4 novembre 2002 fixant les procédures de décontamination et de désinfection à mettre en œuvre pour la protection des travailleurs dans les lieux où ils sont susceptibles d'être en contact avec des agents pathogènes pouvant être présents chez des animaux vivants ou morts, notamment lors de l'élimination des déchets contaminés ainsi que les mesures d'isolement applicables dans les locaux où se trouvent des animaux susceptibles d'être contaminés par des agents biologiques des groupes 3 ou 4 ;

Vu l'arrêté du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère et relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 10 août 2004 modifié fixant les conditions d'autorisation de détention d'animaux de certaines espèces non domestiques dans les établissements d'élevage, de vente, de location, de transit ou de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques ;

Vu la demande d'autorisation en date du 23 décembre 2004 de Madame Marie-Christine CHAZE, agissant en tant que présidente déléguée de la commission culture enseignements artistiques pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ci-après dénommée l'exploitant, en vue de la construction et de l'exploitation d'un aquarium ouvert au public à Montpellier ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier de demande d'autorisation déposé en préfecture le 5 janvier 2005, et notamment l'étude d'impact et l'étude de dangers ;

Vu la décision n° E 34-05-60 du 14 février 2005 du président du Tribunal administratif de Montpellier, portant désignation du commissaire enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005 - 1 - 0483 du 23 février 2005 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 29 mars au 29 avril 2005 inclus, sur le territoire des communes de Montpellier, Caltelnau-le-Lez, Saint Aunes, Mauguio, Perols et Lattes ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes, de l'avis d'enquête publique ;

Vu le registre d'enquête, le rapport, les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur reçus en préfecture le 8 juin 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005 - 1 - 2083 du 25 août 2005 prolongeant le délai imparti jusqu'au 8 décembre 2005, pour statuer sur la demande susvisée ;

Vu l'avis des conseils municipaux des communes de Montpellier, Caltelnau-le-Lez et Lattes ;

Vu l'avis du conseil de Communauté d'Agglomération de Montpellier du 25 octobre 2005 déclarant l'opération de construction de l'aquarium "*Mare nostrum*" d'intérêt général ;

Vu le permis de construire délivré par le maire de Montpellier le 17 novembre 2005 ;

Vu l'avis du directeur régional de l'environnement ;

Vu l'avis du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

Vu l'avis du directeur départemental de l'équipement ;

Vu l'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

Vu l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

Vu l'avis du conservateur régional de l'archéologie ;

Vu l'avis du directeur départemental de l'architecture et du patrimoine ;

Vu L'avis du service maritime et de navigation du Languedoc-Roussillon ;

Vu l'avis du directeur de l'institut national des appellations d'origine ;

Vu l'avis de l'inspecteur des installations classées à la direction départementale des services vétérinaires de l'Hérault, en date du 20 octobre 2005 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 24 novembre 2005, au cours duquel l'exploitant a été entendu ;

Vu l'avis de la commission des sites, perspectives et paysages, siégeant en formation pour la faune sauvage captive, en date du 29 novembre 2005 ;

Considérant que l'établissement dont il s'agit figure à la rubrique n°2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement prévues par l'article L.511-2 du code de l'environnement et qu'il est soumis à autorisation ;

Considérant qu'aux termes de l'article L 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploitation d'une installation classée ne peut être admise que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

Considérant qu'un certain nombre de mesures préventives doivent être mises en œuvre pour garantir la préservation des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que les engagements de l'exploitant doivent être complétés par des prescriptions indispensables à la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault ;

ARRETE

ARTICLE 1 PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS PREALABLES

ARTICLE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, dont le siège social est situé Immeuble La Coupole, 50, place ZEUS, BP 9531, 34045 Montpellier Cedex 1, est autorisée, sous réserve de la stricte application des dispositions contenues dans le présent arrêté, à procéder à l'exploitation d'un aquarium public dénommé "*Mare nostrum*", situé ZAC Port Marianne, Portes de la Méditerranée, quartier "Odysseum".

Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'enceinte de l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article 19 du décret n° 77 -1133 du 21 septembre 1977 susvisé.

L'exploitation de ces installations doit se faire conformément aux dispositions du titre 1^{er}, livre V, du Code de l'Environnement susvisé et des textes pris pour leur application.

ARTICLE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES ET CAPACITE

Intitulé de la rubrique	Nomenclature ICPE rubrique concernée	Régime (A ou D)
Etablissement de présentation au public d'animaux appartenant à la faune sauvage à l'exclusion des magasins de vente au détail	2140	A

La liste des espèces et la capacité maximale d'hébergement sont définies à l'annexe du présent arrêté.

La biomasse est limitée dans chaque aquarium à trois Kg par m³ d'eau.

Les volumes des différents circuits mis en œuvre sont :

- eau de mer : bacs de présentation : 2270 m³, filtration et bâches : 370 m³, soit un total de 2640 m³.
- eau douce : bacs de présentation : 23 m³, filtration et bâches : 10 m³, soit un total de 33 m³.

Article 1.2.2 SITUATION DE L'ETABLISSEMENT ET CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISEES

L'établissement occupe un terrain de 5282 m² situé ZAC "Port Marianne - Portes de la Méditerranée", zone ludique "Odysseum".

Il possède une superficie totale de 4996 m² de SHON, pour une emprise au sol de 3096 m² et comprend 16 bassins d'exposition (14 bassins d'eau de mer, 2 bassins d'eau douce) pour un volume net d'eau total de près de 2300 m³, dont 2270 m³ en eau de mer et 23 m³ en eau douce. A cela s'ajoute un volume de 380 m³ pour les quarantaines et les bâches de réserve.

Le circuit de visite emprunte les deux niveaux du bâtiment et comprend les espaces pédagogiques.

Une aire de stationnement de véhicules légers de 2219 m², située à proximité, permettant le stationnement de 80 véhicules, complète l'installation.

Article 1.3 CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES DU DOSSIER - MODIFICATIONS

Les installations seront disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de demande d'autorisation déposé par l'exploitant, dans le respect des prescriptions du présent arrêté.

Par application de l'article 20 du décret n° 77 - 1133 du 21 septembre 1977, toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.4 DECLARATION DE MISE EN EXPLOITATION ET DUREE DE L'AUTORISATION

Le service d'inspection des installations classées sera informé préalablement des événements suivants : La mise en eau des aquariums, l'introduction des animaux de faune sauvage dans l'établissement et l'ouverture au public.

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 1.5 DECLARATION DES ACCIDENTS ET INCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées, les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511 - 1 du Code de l'Environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident, est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets.

Article 1.6 CHANGEMENT D'EXPLOITANT

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration auprès du préfet, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Article 1.7 CESSATION D'ACTIVITE

En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informera le préfet, au minimum un mois avant cette cessation et dans les formes définies à l'article 34.1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977.

Il doit par ailleurs, remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1^{ER} : DE L'ORGANISATION GENERALE DE L'ETABLISSEMENT

ARTICLE 2 CLOTURE DE L'ETABLISSEMENT

Les limites de l'établissement sont matérialisées par une enceinte extérieure faisant obstacle au passage des personnes et des animaux et dont les caractéristiques doivent permettre de prévenir les perturbations causées aux animaux par des personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et garantir la sécurité des personnes.

La hauteur de cette enceinte est au minimum de 1,80 mètre.

ARTICLE 3 PERSONNEL ET INTERVENANTS EXTERIEURS

L'effectif du personnel de l'établissement est en permanence suffisant pour permettre la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté.

Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisante à la mise en œuvre des tâches qui lui sont confiées.

Les missions, le niveau de responsabilité de chacun des personnels impliqués dans la mise en œuvre du présent arrêté ainsi que leurs relations fonctionnelles et hiérarchiques respectives sont précisément définis par le responsable de l'établissement.

L'établissement s'attache les services de toutes personnes ou organisations extérieures dont le concours est nécessaire au respect en permanence des dispositions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 4 CERTIFICAT DE CAPACITE

Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, le titulaire du certificat de capacité prévu à l'article L. 413-2 du code de l'environnement exerce une surveillance permanente de l'établissement dans lequel il est affecté aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 du code de l'environnement.

Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences du titulaire du certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel.

Le titulaire du certificat de capacité doit posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour lui permettre d'assurer ses missions.

Ces missions portent notamment sur l'alimentation, le maintien des paramètres physiques et chimiques du milieu en rapport avec les besoins des animaux, la surveillance sanitaire, les soins, la sécurité des animaux, la sécurité des visiteurs et du personnel en rapport avec les

animaux, le commentaire pédagogique et les programmes scientifiques relatifs à la biodiversité.

ARTICLE 5 REGLEMENTS INTERIEUR ET DE SERVICE

L'exploitant élabore et fait respecter un règlement intérieur et un règlement de service.

Le règlement intérieur fixe notamment :

- ✓ les périodes et les heures d'ouverture de l'établissement,
- ✓ les consignes de sécurité, notamment le respect des zones de sécurité et des panneaux d'information,
- ✓ la liste des interdictions ou des consignes auxquelles le public doit se conformer et qui devront concerner en particulier :
 - . la pénétration du public dans les locaux de service,
 - . l'introduction d'armes, d'objets ou de produits dangereux,
 - . l'utilisation des postes de radio ou d'instruments sonores,
 - . la marche pieds nus,
 - . l'interdiction de fumer,
 - . l'accès d'animaux appartenant au public ou au personnel.
 - . les conditions selon lesquelles les animaux peuvent recevoir de la nourriture du public.

Il appelle l'attention du public sur le respect des animaux et sur les dangers qu'ils présentent.

Ce document est porté à la connaissance du personnel et du public par affichage, notamment aux entrées de l'établissement et en différents points à l'intérieur de celui-ci (à défaut, il peut être remis aux visiteurs).

Le règlement de service fixe notamment :

- ✓ les conditions de travail, notamment pour les manœuvres dangereuses ;
- ✓ les conditions de circulation du personnel à l'intérieur de l'établissement, dans les couloirs de service et dans les lieux où sont hébergés les animaux ;
- ✓ les consignes à appliquer pour assurer la sécurité du public, en fonctionnement normal et lors des situations d'incident ou d'accident ;
- ✓ les règles d'hygiène que doit respecter le personnel ;
- ✓ les règles propres à assurer le bien-être des animaux ;
- ✓ L'interdiction de fumer à l'intérieur de l'établissement.

Le règlement de service est remis à chacun des personnels concernés et est affiché dans les locaux réservés au personnel.

Le personnel est tenu de porter un signe distinctif fourni par l'établissement.

L'ensemble des programmes, des procédures et documents écrits, prévus par le présent arrêté, sont tenus à jour et mis à la disposition des agents de l'administration en charge de leur contrôle.

CHAPITRE 2 : DE LA PREVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 6 ETUDE DES RISQUES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'établissement pour prévenir et réduire les risques d'accidents.

L'étude d'impact et l'étude des dangers prévues à l'article 3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé doivent inclure une analyse portant sur les risques pour la sécurité et la santé des personnes (personnels et visiteurs) du fait, notamment, des animaux d'espèces considérées comme dangereuses et des activités qui s'y rapportent.

Les caractéristiques des installations et du fonctionnement des établissements ainsi que les modalités de leur surveillance doivent être définies de manière à permettre la prévention de tels risques.

ARTICLE 7 PLAN DE SECOURS

L'exploitant établit **un plan de secours**.

Ce plan de secours comporte l'indication des risques pour lesquels il est établi. Il est élaboré sur la base de scénarii.

Les scénarii comprennent, notamment, les accidents de plongée, la noyade, l'envenimation, l'incendie, le transfert des animaux d'un aquarium en vue de sa vidange.

Le plan de secours fixe de façon précise, pour chaque scénario répertorié :

- les moyens et les procédures à mettre en œuvre ainsi que les missions et responsabilités des personnes travaillant dans l'établissement ;
- les consignes à suivre pour les personnels qui seraient impliqués dans ces situations ou qui auraient à les subir ;
- les issues devant être empruntées pour quitter l'établissement ;
- les conditions d'alerte des services médicaux ou de secours ou de toute autre personne extérieure dont le concours est nécessaire. Ces services ou ces personnes doivent être au préalable informés des conditions dans lesquelles ils auront à intervenir. Ils doivent être notamment informés des types de blessures pouvant survenir, des espèces animales impliquées et des circonstances possibles de leur apparition.

Le plan de secours doit être porté à la connaissance du personnel de l'établissement. Il est communiqué au maire, au chef du service départemental d'incendie et de secours et au préfet.

L'établissement est tenu de prévoir la présence permanente d'au moins un membre de son personnel ayant reçu une formation de secouriste.

Il doit disposer d'un local installé en poste de secours équipé de façon à pouvoir dispenser les premiers soins.

Un réseau de communication intérieur est mis en place et relié en permanence au personnel chargé de la sécurité.

ARTICLE 8 CONSIGNES DE SECURITE POUR LE PUBLIC

Dans les conditions normales de visite, le public est tenu à distance suffisante de tout lieu et de toute activité pouvant présenter un risque pour sa santé et sa sécurité.

Dans les lieux où le public a accès et où existeraient des risques pour sa sécurité en raison du non-respect des règles, des consignes de sécurité sont présentées de façon claire, compréhensive et répétitive.

Sauf lors de visites accompagnées organisées par le responsable de l'établissement, la pénétration du public est interdite dans les bâtiments, locaux et allées de service, les lieux où sont stockés le matériel, la nourriture, les déchets et les déjections animales.

En cas de non-respect par le public des dispositions du règlement intérieur ou du plan de secours, le personnel habilité de l'établissement pourra faire procéder par les agents de la force publique à l'expulsion des contrevenants, dans la mesure où ces derniers auront refusé de quitter volontairement l'établissement.

ARTICLE 9 INFORMATION DU PREFET

L'exploitant tient informé dans les meilleurs délais le préfet du département et le service d'inspection des installations classées à la direction départementale des services vétérinaires des accidents et des situations impliquant des animaux portant ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes, telles les blessures infligées aux personnes ou les évasions d'animaux.

Cette information respecte les dispositions de l'article 1.5 du présent arrêté.

CHAPITRE 3 : DES CONDUITES D'ELEVAGE DES ANIMAUX

ARTICLE 10 BIEN-ETRE ANIMAL ET COMPOSITION DES GROUPES D'ANIMAUX

L'exploitant doit tenir et présenter à la requête des agents et services habilités les registres prévus à l'arrêté du 25 octobre 1995 modifié, à savoir :

- un livre journal où sont enregistrés chronologiquement tous les mouvements d'animaux détenus dans l'établissement, conforme au CERFA n° 07.0363,
- un registre inventaire permanent des animaux de chaque espèce détenue dans l'établissement conforme au CERFA n° 07.0362

Les animaux doivent être entretenus dans des conditions d'élevage de haut niveau qui visent à satisfaire les besoins biologiques et de conservation, la santé et une large expression des comportements naturels des différentes espèces en prévoyant, notamment, des aménagements et des équipements des enclos et aquariums adaptés à la biologie de chaque espèce.

Avant d'héberger une nouvelle espèce, l'établissement est tenu de recueillir toutes les informations à caractère scientifique ou zootechnique nécessaires au respect des conditions d'entretien et de présentation au public, fixées par le présent arrêté.

La composition des groupes d'animaux d'une même espèce est déterminée en fonction des différents espaces mis à la disposition des animaux, du comportement et, si nécessaire, des cycles physiologiques propres à l'espèce.

Les animaux vivants en groupe ne doivent pas être tenus isolés sauf pour des raisons sanitaires ou de dangerosité.

Les individus présentant pour les animaux avec lesquels ils cohabitent un danger excessif, préjudiciable à la vie de ces derniers, doivent être retirés du groupe.

La cohabitation entre animaux d'espèces différentes n'est possible que si elle n'entraîne aucun conflit excessif entre eux ni ne leur cause aucune source de stress excessive ou permanente.

Le bien-être des animaux et la prévention des anomalies comportementales sont notamment assurés par une amélioration pertinente des conditions d'élevage, adaptée aux besoins biologiques de chaque espèce.

Cette amélioration doit notamment porter, selon les espèces, sur :

- les installations ou l'espace offert aux animaux et leurs aménagements ;
- les protocoles d'élevage et les rythmes des activités portant sur l'entretien des animaux ;
- la composition des groupes et la cohabitation interspécifique.

ARTICLE 11 ACCLIMATATION

Les animaux nouvellement arrivés doivent pouvoir s'adapter progressivement à leur nouvel environnement sans compromettre ni leur bien-être ni la sécurité des personnes ou des autres animaux.

ARTICLE 12 SOINS AUX ANIMAUX

Les soins apportés aux animaux sont effectués en réduisant les sources de stress, d'inconfort et les risques de blessure. Toute intervention ou perturbation inutile doit être proscrite. Il est interdit d'exciter les animaux, en présence ou non du public.

Lorsqu'elles sont utilisées, les méthodes d'apprentissage des animaux ne doivent pas nuire à leur bien-être ni à la sécurité des personnes.

Les animaux dont l'imprégnation par l'homme est susceptible de provoquer des dangers pour la sécurité des personnes ou pour d'autres animaux font l'objet d'une surveillance régulière et de précautions adaptées.

ARTICLE 13 SURVEILLANCE DES ANIMAUX

Les animaux sont observés au moins bi-quotidiennement par le personnel chargé directement de leur entretien.

Une surveillance destinée à détecter l'apparition d'anomalies comportementales est notamment effectuée.

Les facteurs provoquant ou favorisant les anomalies comportementales doivent être recherchés et les mesures nécessaires à leur correction doivent être mises en œuvre.

ARTICLE 14 REPRODUCTION

Notamment en ce qui concerne les animaux des espèces protégées en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement et des espèces figurant en annexe A du règlement n° 338/97 du 9 décembre 1996 susvisé, les programmes de reproduction sont maîtrisés et raisonnés dans l'intérêt de la conservation des populations animales captives viables de génération en génération et favorisent le maintien de la diversité génétique de ces populations.

Hormis à des fins contrôlées et pertinentes d'un point de vue scientifique, les croisements interspécifiques sont interdits. Cette interdiction s'étend à la reproduction d'animaux appartenant à des sous-espèces ou à des populations isolées différentes lorsque leurs populations naturelles ou captives sont menacées.

Les activités de reproduction ne peuvent être entreprises que si les responsables de l'établissement ont l'assurance que les animaux issus de ces activités seront élevés dans des lieux et des conditions qui respectent la réglementation relative à la protection de la nature.

A défaut, ces activités sont limitées par des moyens appropriés qui préservent l'intégrité physique des animaux chaque fois qu'il est possible d'utiliser de telles méthodes.

En fonction des exigences de l'espèce, les animaux en cours de reproduction, ceux ayant reproduit et les jeunes font l'objet de soins particuliers prévenant l'apparition des maladies périnatales et les agressions des autres animaux.

ARTICLE 15 NUTRITION

Des programmes étendus de nutrition pour chaque espèce ou groupe d'espèces sont mis en œuvre dans le but de fournir une alimentation suffisamment abondante, saine, équilibrée et de qualité répondant aux besoins de chaque espèce.

Les régimes alimentaires des espèces détenues sont établis en tenant compte des connaissances scientifiques et techniques ainsi que des progrès réalisés en matière de nutrition animale. Leur impact sur l'état de santé des animaux est évalué.

Pour les espèces animales concernées, l'abreuvement est assuré par une eau saine, renouvelée fréquemment, et constamment tenue à la disposition des animaux, même en cas de gel.

L'approvisionnement en aliments est maîtrisé aux fins d'assurer sa continuité et la qualité des aliments fournis. Les aliments répondent à des critères de qualité définis, régulièrement vérifiés par le personnel de l'établissement, sous l'autorité et la responsabilité du détenteur du certificat de capacité visé à l'article 4.

ARTICLE 16 CONSERVATION, PREPARATION ET DISTRIBUTION DES ALIMENTS

L'établissement dispose de locaux réservés au stockage des aliments et à la préparation de la nourriture.

Les déchets issus de la préparation des aliments sont stockés de manière nettement séparée des lieux où sont stockés ou préparés les aliments.

La conservation des aliments réfrigérés, congelés ou surgelés est effectuée dans des enceintes prévues à cet effet. Leur température est régulièrement contrôlée.

Tous ces locaux et enceintes sont maintenus en permanence en bon état de propreté et d'entretien. Les cuisines sont nettoyées au minimum quotidiennement.

Les proies vivantes doivent être placées, en attente de leur utilisation, dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de leur espèce, afin qu'elles n'aient à subir aucune souffrance inutile.

Si nécessaire, il peut être installé un ou plusieurs élevages d'espèces proies.

Les matériels utilisés pour la préparation et la distribution des aliments et de l'eau doivent pouvoir être facilement nettoyés et sont maintenus en bon état de propreté et d'entretien.

Lors de leur stockage et de leur préparation, les aliments sont protégés de l'humidité, des moisissures et des contaminations indésirables. Ils sont tenus à l'abri des dégradations pouvant être provoquées par les animaux, tels notamment, les insectes, les rongeurs et les oiseaux.

La décongélation lente des aliments à l'air libre, à température ambiante supérieure à 4 degrés Celsius et la recongélation de produits décongelés sont interdites.

La préparation des repas doit préserver la qualité hygiénique et sanitaire des aliments, en évitant notamment les contaminations croisées de ceux-ci. A cet effet, le personnel chargé de la préparation de l'alimentation observe des règles d'hygiène adaptées.

Les aliments et l'eau sont distribués de manière à réduire les risques provoquant leur souillure.

Les distributeurs automatiques de nourriture et l'approvisionnement automatique en eau sont contrôlés quotidiennement de manière à s'assurer de leur bon fonctionnement.

Les modes et la fréquence de distribution des aliments et de l'eau doivent être adaptés au comportement des animaux et de leur espèce, en tenant compte notamment de leur organisation sociale et, le cas échéant, de leur physiologie et de leur rythme biologique.

Aucun animal ne doit subir des restrictions alimentaires provoquées par une mauvaise adaptation de ces modes de distribution.

La distribution de nourriture par les visiteurs est interdite, à l'exception des distributions organisées et contrôlées par le responsable de l'établissement, et après avoir obtenu l'accord du titulaire du certificat de capacité visé à l'article 4.

ARTICLE 17 ANIMAUX DANGEREUX

Des procédures écrites fixent les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses.

Le personnel habilité à cet effet doit avoir rapidement à sa disposition les matériels de capture, de contention et d'abattage appropriés à chaque espèce ainsi que les matériels de protection nécessaires, tels vêtements, gants, bottes, lunettes et masques.

En cas de danger, l'abattage d'un animal ne peut être effectué que s'il est de nature à éviter une blessure ou à sauver une vie humaine. Cette mesure ne doit être prise que lorsque tous les autres moyens pour repousser ou capturer l'animal sont ou se révèlent inopérants.

ARTICLE 18 ANIMAUX VENIMEUX

La détention d'espèces animales pouvant provoquer des envenimations humaines ne peut être autorisée que si l'établissement met en place une procédure d'évacuation des personnes qui les auraient subies, garantissant leur prise en charge médicale dans les meilleures conditions.

Les sérums antivenimeux adaptés au traitement des envenimations doivent se trouver en quantité suffisante à la disposition des médecins en charge des blessés dans des délais compatibles avec la qualité de cette prise en charge médicale.

Le stockage de ces sérums, leur délivrance et leur utilisation répondent aux dispositions réglementaires existant en la matière.

CHAPITRE 4 : DES INSTALLATIONS D'HEBERGEMENT ET DE PRESENTATION AU PUBLIC DES ANIMAUX

ARTICLE 19 CONDITIONS D'HEBERGEMENT

Les installations d'hébergement des animaux, leurs sols et leurs équipements sont adaptés aux mœurs de chaque espèce, garantissent la sécurité des animaux et permettent d'exprimer largement leurs aptitudes naturelles.

Les installations doivent leur permettre de pouvoir échapper aux attitudes hostiles d'autres animaux hébergés avec eux, en leur permettant d'exprimer un comportement normal de défense ou de fuite.

Les interactions agressives ou les sources de stress entre les animaux hébergés dans des lieux différents sont prévenues par la mise en place de moyens appropriés. En particulier, la situation géographique, au sein des établissements, des lieux où sont hébergés les animaux prévient les interactions agressives ou les sources de stress pouvant exister entre les espèces.

Les animaux sensibles aux perturbations occasionnées par le public doivent pouvoir s'y soustraire dans des zones ou des structures adaptées à leur espèce.

Lors de la visite, aux fins de ménager la tranquillité des animaux, le public n'a pas accès à l'ensemble du périmètre des enclos et aquariums à moins que ceux-ci soient suffisamment vastes pour que les animaux aient la possibilité de se soustraire de manière permanente aux perturbations occasionnées par le public.

Un espace suffisant sépare le public des animaux dans les cas où l'accès du public aux limites de l'enclos ou des cages est susceptible de perturber les animaux.

ARTICLE 20 CONCEPTION ET ENTRETIEN DES AQUARIUMS ET MATERIELS

Les installations destinées à maintenir les animaux dans les lieux où ils sont hébergés, sont conçues de manière à préserver l'intégrité des animaux et à prévenir l'apparition d'accidents.

Les appareils ne doivent pas pouvoir être détériorés par les animaux.

Lorsqu'ils sont endommagés, les aquariums doivent pouvoir être rapidement réparés. Les parois transparentes permettant au public d'observer les animaux sont suffisamment résistantes pour ne pas être détériorées par le public ou par d'éventuelles attaques des animaux.

La résistance des vitrages des aquariums est adaptée à la pression de l'eau qu'ils contiennent.

Les animaux ne doivent pas pouvoir franchir l'enceinte de leur enclos ou de leur aquarium.

Les dimensions et les caractéristiques des dispositifs et des aménagements destinés à prévenir la fuite des animaux sont en rapport avec les aptitudes de l'espèce et avec les possibilités d'expression de ces aptitudes à l'intérieur des enclos et des aquariums.

Aucun élément de la conception des enclos et aquariums, aucun de leurs aménagements ne doit réduire l'efficacité de l'enceinte.

ARTICLE 21 PARAMETRES A CONTROLER

La température, l'hygrométrie, la quantité et la qualité de l'éclairage et les autres paramètres physico-chimiques des milieux et de l'eau des aquariums, notamment pH, teneur en nitrites, en nitrates, en oxygène dissous, densité, conductivité, où sont hébergés les animaux sont compris dans des limites adaptées aux exigences des espèces.

La qualité des eaux des aquariums répond notamment aux normes suivantes :

- Les composés azotés dissous ne peuvent atteindre les teneurs maximales suivantes, quels que soient la température et le pH :

Ion ammonium NH ₄ ⁺	1 mg/L
Nitrites	0,5 mg/L
Nitrates	50 mg/L

- La teneur en oxygène dissous doit toujours être au moins égale à 75% de la saturation.

Les paramètres précités sont régulièrement contrôlés et corrigés dans les meilleurs délais.

Lorsque ces paramètres sont dirigés pour répondre aux exigences de l'espèce, le matériel nécessaire à ces opérations est d'une qualité suffisante, régulièrement contrôlé et maintenu en permanence en bon état de fonctionnement.

ARTICLE 22 INTERVENTIONS DU PERSONNEL

Les interventions du personnel dans les bassins respectent des procédures assurant la sécurité des personnes, en particulier la prévention des accidents de plongée et des accidents liés à la présence des animaux d'espèces considérées comme dangereuses.

La pénétration du personnel à l'intérieur des bassins en présence des animaux d'espèces considérées comme dangereuses ne peut être autorisée par le responsable de l'établissement, après avis du détenteur du certificat de capacité prévu à l'article 4, que si, eu égard au degré de dangerosité des animaux, les risques encourus sont faibles et peuvent être prévenus immédiatement s'ils apparaissent.

ARTICLE 23 PROTECTION DU PUBLIC

Le contact entre le public et les animaux présents dans l'établissement n'est possible qu'après avoir examiné et écarté tout risque pour la sécurité et la santé des personnes. A défaut, afin d'empêcher les contacts entre le public et les animaux, un espace de sécurité doit séparer les lieux où le public a accès des bassins où sont hébergés les animaux, sauf si un dispositif continu de séparation prévient en permanence tout contact entre le public et les animaux.

La dimension de cet espace tient compte de la nature des risques à prévenir pour la sécurité et la santé des personnes ainsi que des aptitudes des espèces.

Dans des conditions normales de visite, la mise en place de barrières ou de tout autre moyen empêche le franchissement de cet espace par le public. L'efficacité des dispositifs utilisés à cette fin doit être proportionnelle au niveau de dangerosité des animaux.

Le public est tenu à l'écart de toutes projections physiologiques ou de jets d'objets dangereux du fait des animaux.

Dans les conditions normales de visite, le public, quel que soit son âge et sa mobilité, ne doit pas pouvoir se pencher au-dessus des barrières et des autres dispositifs de séparation d'une façon qui présente un danger.

Les passages empruntés par le public et situés au-dessus des lieux où sont hébergés les animaux garantissent la sécurité du public, en assurant notamment le respect des distances de sécurité par rapport aux animaux.

Les locaux où le public a accès sont correctement entretenus et ventilés. L'entretien porte notamment sur le système de climatisation dans le cadre de la lutte contre la légionellose.

ARTICLE 24 CONTACTS ENTRE LE PUBLIC ET LES ANIMAUX

Les présentations mettant en contact le public avec les animaux ne sont possibles que si elles n'occasionnent aucune perturbation du bien-être des animaux.

Une surveillance, proportionnée à la nature des risques à prévenir, doit être organisée. Le comportement des animaux doit être observé régulièrement et les animaux agressifs doivent être écartés de telles présentations.

Si les animaux présentés sont susceptibles de transmettre des maladies aux personnes, une prévention de ces risques doit être organisée. Elle doit être proportionnée aux risques présentés et doit comprendre un contrôle régulier de l'état de santé des animaux, accompagné le cas échéant de tests de dépistage des maladies transmissibles.

Des indications doivent informer le public des règles qui doivent être respectées et le prévenir des risques présentés par certains comportements ou attitudes. Le public doit être informé de l'interdiction de s'écarter des lieux qui lui sont réservés.

Le public ne peut être autorisé à toucher les animaux d'espèces non domestiques que si cette opération ne nuit pas à leur bien-être ni à leur état de santé et n'entraîne pas de manipulations excessives. Cette présentation ne doit pas constituer de danger, y compris d'origine sanitaire, pour les personnes. Elle doit être dûment justifiée d'un point de vue pédagogique, en permettant une meilleure connaissance des animaux et faire l'objet d'une surveillance appropriée.

Les bassins tactiles ne sont accessibles au public qu'en présence permanente d'un membre du personnel.

A l'issue de cette opération, le public doit pouvoir se laver les mains dans des installations adaptées à cet effet.

CHAPITRE 5 : DE LA SURVEILLANCE SANITAIRE DES ANIMAUX, DE LA PREVENTION ET DES SOINS DES MALADIES

ARTICLE 25 SURVEILLANCE ET PREVENTION DES MALADIES

Les installations et le fonctionnement de l'établissement permettent de prévenir l'apparition des maladies animales et des zoonoses et, le cas échéant, d'en limiter la propagation.

Les modes d'entretien et de présentation au public des animaux permettent d'assurer une surveillance optimale de leurs comportements et de leur état de santé, sans risque pour la sécurité du personnel.

L'établissement est tenu de mettre en œuvre des programmes étendus de surveillance des maladies auxquelles sont sensibles les animaux hébergés ainsi que de prophylaxie ou de traitement de ces maladies.

L'établissement tient à jour et conserve pendant une période minimale de dix ans un dossier sanitaire.

ARTICLE 26 SURVEILLANCE VETERINAIRE

L'établissement s'attache les soins d'un vétérinaire investi du mandat sanitaire instauré par l'article L. 221-11 du code rural, pour le contrôle régulier de l'état de santé des animaux.

Ce vétérinaire est également chargé, conjointement avec le responsable de l'établissement, de la mise en œuvre et du contrôle des programmes mentionnés à l'article précédent.

Des visites régulières de ce vétérinaire doivent être programmées.

Au cas où la prévention et le traitement des maladies de certaines espèces nécessiteraient des compétences particulières, l'établissement bénéficie du concours d'un spécialiste, apte à assurer de telles missions.

Les interventions du vétérinaire dans l'établissement ou celles effectuées sous son autorité sont consignées dans le livre de soins vétérinaires qui sera relié, préalablement coté et paraphé par le maire ou le commissaire de police, tenu sans blanc, ni rature, ni surcharge. Il sera conservé dans l'établissement pendant trois années à compter de la dernière inscription.

Sur ce livre de soins seront précisés en tête :

- Le nom de l'établissement suivi du numéro d'immatriculation, de l'adresse et du numéro de téléphone,
- Le nom du propriétaire et du directeur de l'établissement,
- Le nom du ou des vétérinaires attachés à l'établissement, leur adresse et leur numéro de téléphone.

ARTICLE 27 SURVEILLANCE SANITAIRE DES ANIMAUX

Sans préjudice de l'application des réglementations sanitaires relatives aux mouvements des animaux, les établissements sont tenus de recueillir toutes les informations permettant de déterminer le statut sanitaire des animaux qu'ils souhaitent héberger ainsi que de connaître, le cas échéant, leurs antécédents médicaux.

Les animaux nouvellement introduits dans l'établissement font l'objet d'un examen sanitaire et bénéficient d'une période d'acclimatation durant laquelle ils bénéficient d'une surveillance sanitaire particulière.

Les animaux dont l'état sanitaire est incertain font l'objet d'une période de quarantaine. Lorsqu'elle est mise en œuvre, la quarantaine s'effectue selon un protocole précis préalablement consigné par écrit, faisant état des mesures et des précautions nécessaires à l'isolement des animaux ainsi que des modalités de la surveillance de l'état sanitaire des animaux.

Un tel protocole doit également s'appliquer à tout animal malade susceptible de disséminer une maladie contagieuse.

ARTICLE 28 SOINS AUX ANIMAUX

L'établissement dispose de moyens de contention adaptés.

Les soins et les interventions sur les animaux sont pratiqués dans des lieux ménageant des conditions satisfaisantes d'hygiène.

Les locaux réservés aux soins des animaux doivent pouvoir être facilement nettoyés et désinfectés. Ils sont entretenus de manière à prévenir la transmission de maladies entre les animaux qui y sont admis.

L'établissement dispose du matériel suffisant pour assurer les soins courants et les premiers soins d'urgence aux animaux. Ce matériel est maintenu en bon état d'entretien et stocké dans des lieux réservés à cet effet.

ARTICLE 29 ANALYSES ET AUTOPSIES

Les causes des maladies apparues dans l'établissement doivent être recherchées.

Des analyses de laboratoires sont entreprises lorsqu'elles sont nécessaires à porter un diagnostic sur les maladies des animaux hébergés.

Dans le but de rechercher les causes de la mort ou de déterminer l'état sanitaire des populations animales hébergées, les animaux morts, y compris les animaux mort-nés, font l'objet de la part de personnes compétentes d'autopsies ou, selon les espèces, de tout autre moyen d'analyse approprié.

Lorsqu'elles sont effectuées au sein de l'établissement, celui-ci dispose d'installations ou de lieux permettant de pratiquer des autopsies. Ces installations ou ces lieux sont nettoyés et désinfectés après l'autopsie.

L'établissement dispose d'équipements spécifiques permettant la conservation au froid des cadavres d'animaux qui ne peuvent faire rapidement l'objet d'une autopsie.

ARTICLE 30 STOCKAGE ET TRAITEMENT DES CADAVRES

Les cadavres d'animaux sont retirés le plus rapidement possible des lieux où sont hébergés les animaux.

Ils sont stockés dans des endroits réservés à cet effet, éloignés des lieux d'hébergement des animaux et des autres activités de l'établissement, faisant l'objet de précautions hygiéniques. Ces lieux doivent pouvoir être facilement nettoyés et désinfectés.

Les cadavres d'animaux ne peuvent être manipulés que par des personnes autorisées et munies de protections suffisantes.

Les cadavres d'animaux sont éliminés conformément aux dispositions du Code Rural relatives à l'équarrissage.

ARTICLE 31 HYGIENE DES LOCAUX ET DES EQUIPEMENTS

Les locaux, les enclos où sont hébergés les animaux, leurs équipements, les bassins et les autres dispositifs contenant de l'eau à la disposition des animaux sont maintenus dans un état d'hygiène permettant de prévenir l'apparition de risques sanitaires pour les animaux et les personnes.

Les sols et les parois intérieures des bâtiments où sont hébergés les animaux sont réalisés avec des matériaux permettant leur lavage complet. Tous les locaux qui doivent être nettoyés au jet, notamment les locaux de soins vétérinaires, de préparation de la nourriture, de stockage des cadavres, de quarantaine, d'acclimatation, possèdent un sol imperméable, résistant aux chocs, facile à nettoyer et à désinfecter, dont la pente est réglée de manière à

conduire les eaux résiduelles et les eaux de lavage vers un orifice d'évacuation pourvu d'un siphon, d'une grille et d'un panier destiné à retenir les déchets solides.

L'établissement élabore des programmes d'entretien, de nettoyage et, le cas échéant, de désinfection de ses installations et de ses équipements.

L'établissement met en œuvre des programmes de prévention et de lutte contre les insectes et les rongeurs, afin notamment de protéger les lieux où sont hébergés les animaux.

L'établissement doit disposer d'installations et d'équipements permettant le nettoyage et la désinfection des véhicules et du matériel servant au transport des animaux.

ARTICLE 32 HYGIENE DU PERSONNEL

Les personnels sont tenus de respecter les règles d'hygiène propres à prévenir l'introduction par leur fait de maladies au sein de l'établissement.

Pendant leur travail, les personnels en charge de l'entretien des animaux et de la préparation de l'alimentation portent des vêtements ainsi que des chaussures utilisés seulement à l'intérieur de l'établissement.

Des vestiaires permettent au personnel de se changer, de se laver les mains et, le cas échéant, en fonction des risques d'introduction de maladies au sein de l'établissement, de prendre une douche.

Les morsures, griffures ou autres blessures infligées aux personnes doivent immédiatement être signalées aux services médicaux compétents.

L'état sanitaire des animaux ayant causé des blessures aux personnes est surveillé. Les responsables des établissements tiennent à disposition des services médicaux concernés les informations issues de cette surveillance.

L'ensemble de ces informations est consigné dans un registre.

CHAPITRE 6 : DE LA PARTICIPATION AUX ACTIONS DE CONSERVATION DES ESPECES ANIMALES

ARTICLE 33 ACTIONS DE CONSERVATION ET BIODIVERSITE

Au sens du présent arrêté, on entend par «conservation» toutes les opérations qui contribuent à la préservation des espèces animales sauvages, que leurs populations se trouvent dans leur milieu naturel ou hébergées en captivité.

Aux fins de contribuer à la conservation de la diversité biologique, l'établissement participe :

- à la recherche, dont les résultats bénéficient à la meilleure connaissance et à la conservation des espèces ;
- et/ou à la formation pour l'acquisition de qualifications en matière de conservation ;

- et/ou à l'échange d'informations sur la conservation des espèces ;

- et/ou, le cas échéant, à la reproduction en captivité, au repeuplement et à la réintroduction d'espèces dans les habitats sauvages.

Les actions entreprises en application du présent chapitre doivent être compatibles avec les règles visant à assurer le bien-être des animaux ainsi qu'avec les activités d'élevage et de reproduction des animaux.

Les moyens mis en œuvre par les établissements pour se conformer aux dispositions du présent chapitre sont proportionnés à leur taille et à leur volume d'activité.

A intervalles réguliers, n'excédant pas trois ans, l'exploitant de l'établissement fournit au préfet (directeur départemental des services vétérinaires) un rapport faisant état des actions entreprises en application du présent chapitre.

ARTICLE 34 PATRIMOINE GENETIQUE

Aux fins d'assurer le maintien de la qualité génétique des populations hébergées, l'établissement participe aux échanges d'animaux qui favorisent la gestion et la conservation des populations animales captives. Il contribue à cette fin aux activités des programmes nationaux, européens ou internationaux d'élevage lorsqu'il détient des animaux des espèces concernées par ces programmes.

ARTICLE 35 ECHANGES D'INFORMATIONS

L'établissement contribue auprès des éleveurs d'animaux d'espèces non domestiques ou auprès des organisations intéressées à la conservation de la diversité biologique, à la diffusion des informations qu'il détient en ce qui concerne l'amélioration des techniques d'élevage des animaux sauvages en captivité, des connaissances de leur biologie ou des connaissances utiles à la conservation de la diversité biologique.

ARTICLE 36 CONSERVATION DES CADAVRES

Sauf s'ils sont utilisés pour les besoins propres de l'établissement en matière de diffusion des connaissances ou de conservation, l'exploitant doit tenir à la disposition des institutions à caractère scientifique ou pédagogique les cadavres d'animaux susceptibles de présenter un intérêt particulier notamment en ce qui concerne les espèces rares, menacées ou protégées dont il importe que tous les éléments soient conservés dans les archives et collections patrimoniales. Ces cadavres ne doivent pas constituer une source de transmission de maladies à d'autres animaux ou aux personnes.

CHAPITRE 7 : DE L'INFORMATION DU PUBLIC SUR LA BIODIVERSITE

ARTICLE 37 MISSION D'EDUCATION

L'établissement doit promouvoir l'éducation et la sensibilisation du public en ce qui concerne la nature, la biologie des espèces et la conservation de la diversité biologique, notamment en fournissant des renseignements sur les espèces exposées et leurs habitats naturels.

Les moyens mis en œuvre par l'établissement aux fins du présent chapitre sont proportionnés à leur taille et à leur volume d'activité.

ARTICLE 38 INFORMATIONS SUR LES ESPECES PRESENTEES

L'établissement fournit au minimum les informations suivantes au sujet des espèces présentées :

- nom scientifique ;
- nom vernaculaire ;
- éléments permettant d'appréhender la position de l'espèce dans la classification zoologique ;
- répartition géographique ;
- éléments remarquables de la biologie et écologie de l'espèce dans son milieu naturel ;

ainsi que, le cas échéant :

- statut de protection de l'espèce ;
- menaces pesant sur la conservation de l'espèce ;
- actions entreprises en vue de la conservation de l'espèce.

Dans le cas des présentations de nombreuses espèces illustrant un même biotope ou dédiées au développement d'un thème biologique spécifique, la totalité des informations peut n'être fournie que pour les espèces les plus représentatives, les informations concernant les autres espèces pouvant être limitées aux noms scientifiques et vernaculaires.

ARTICLE 39 INFORMATIONS SUR LA BIODIVERSITE

L'établissement fournit au public des informations sur des thèmes généraux à caractère biologique ou écologique lui permettant d'appréhender la diversité biologique et les enjeux ou les modalités de sa conservation.

L'environnement et les milieux de vie des animaux dans l'établissement doivent contribuer autant que possible à l'information du public sur les espèces exposées et leurs habitats naturels.

Le présent article ne s'applique pas aux établissements ouverts au public dont l'activité principale consiste en la production d'animaux d'espèces non domestiques, notamment à des fins alimentaires.

ARTICLE 40 QUALITE DES INFORMATIONS

Les informations délivrées au public doivent être valides scientifiquement. Le cas échéant, les responsables sont tenus de faire valider leur contenu par des personnes ou des organisations scientifiquement compétentes dans les domaines abordés.

Les informations délivrées au public sont présentées de manière claire et pédagogique.

ARTICLE 41 ACCUEIL DES GROUPES SCOLAIRES

Lorsque l'établissement accueille des groupes scolaires, l'exploitant établit, le cas échéant, en collaboration avec des enseignants, des programmes d'activité et des documents pédagogiques à l'intention des élèves, adaptés à leur niveau scolaire.

ARTICLE 42 SPECTACLES ET ANIMATIONS

Les spectacles ou les animations effectués au sein des établissements avec la participation d'animaux doivent contribuer à la diffusion d'informations se rapportant à la biologie de ces animaux et, le cas échéant, à la conservation de leur espèce.

ARTICLE 43 VENTE D'ANIMAUX

Il est interdit de vendre ou de proposer à la vente aux visiteurs des animaux hébergés dans l'établissement visé par le présent arrêté.

CHAPITRE 8 : DE LA PREVENTION DES RISQUES ECOLOGIQUES

ARTICLE 44 EVASION D'ANIMAUX, DE VEGETAUX OU D'ORGANISMES NUISIBLES

Les caractéristiques des installations et du fonctionnement de l'établissement permettent de prévenir l'évasion des animaux et des végétaux hébergés vers le milieu naturel afin d'éviter d'éventuels dangers écologiques pour les espèces indigènes. Elles permettent également de prévenir l'introduction dans le milieu extérieur d'organismes, microscopiques ou macroscopiques, nuisibles pour ce milieu, pour les espèces animales et végétales qu'il renferme ainsi que pour la santé des personnes.

Les dispositions prises sont proportionnées aux risques présentés.

ARTICLE 45 TRAITEMENT DES REJETS

Les rejets d'eau provenant des conteneurs de transport, des aquariums ou d'autres milieux aquatiques confinés hébergeant des animaux ou des plantes font l'objet d'un assainissement de nature à prévenir les risques visés à l'article précédent du présent arrêté, notamment l'introduction de germes, algues ou planctons nuisibles dans le milieu marin proche.

ARTICLE 46 REINTRODUCTION

Les animaux destinés à être réintroduits dans la nature sont élevés et hébergés dans des conditions qui préservent leurs capacités à s'adapter au milieu dans lequel ils seront introduits.

Ces conditions, déterminées selon un protocole précis d'élevage et, le cas échéant, conformes aux programmes collectifs existants, font l'objet d'une validation par les autorités scientifiques compétentes en la matière.

Les animaux destinés à être introduits dans la nature ne doivent pas être susceptibles d'y apporter de perturbations de nature écologique, génétique ou sanitaire.

CHAPITRE 9 : PROTECTION DE L'EAU

ARTICLE 47 PROTECTION DU RESEAU D'ADDUCTION D'EAU

La protection sanitaire du réseau d'eau potable public et privé doit être assurée par la mise en place de :

- clapets de non retour contrôlables de type EA, placés après le compteur général, les autres au niveau des branchements de plus de 3 m de longueur desservant les diverses zones de l'établissement ;
- disconnecteurs à zone de pression réduite contrôlables de type BA sur tous les circuits d'alimentation d'adoucisseur d'eau, de fabrication d'eau osmosée et d'alimentation des circuits aquariologiques.
- Disconnecteurs d'extrémité de type HA sur l'extrémité des robinets de puisage susceptible de recevoir des tuyaux d'arrosage.

Ces matériels seront vérifiés tous les ans par une entreprise qualifiée dont le rapport d'intervention sera transmis par l'exploitant à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 48 CONSOMMATION D'EAU

La consommation d'eau douce du réseau est relevée et enregistrée au moins une fois par semaine. Les moyens nécessaires sont mis en place de manière à réaliser un bilan mensuel de l'usage de l'eau du réseau, en particulier pour la fabrication d'eau de mer, l'alimentation des bassins d'eau douce, et les autres usages (mise en place de compteurs d'eau sectoriels et enregistrement des données).

Les livraisons d'eau de mer naturelle et de sel sont enregistrées (date, quantité, provenance).

La valeur maximale mensuelle de consommation d'eau douce du réseau public est de 5 000 m³.

La valeur maximale de consommation d'eau de mer naturelle est de 30 m³ par jour.

ARTICLE 49 REJET DES EFFLUENTS

Les eaux de mer usées et les eaux douces usées des circuits aquariologiques sont acheminées vers la bêche tampon, d'un volume minimal de 25 m³, avant rejet à l'égout. Ces eaux sont filtrées et assainies par un rayonnement ultraviolet avant leur évacuation.

L'efficacité du dispositif de traitement au rayonnement ultraviolet est contrôlée par des témoins de fonctionnement des lampes, des compteurs horaires de fonctionnement des lampes, le contrôle de la transparence de l'eau issue des réacteurs UV au spectrophotomètre, et la recherche des bactéries de la famille des *Vibrionaceae*.

Un compteur enregistreur et un dispositif de prélèvement automatique sont installés sur la canalisation de rejet de l'eau issue de cette bêche. Le débit maximal instantané de rejet de cette eau à l'égout est de 0,6 L/s.

La qualité de cette eau ayant été utilisée pour les besoins de l'aquariologie fait l'objet d'une surveillance en continu pour le pH, la température et la teneur en sel, hebdomadaire pour la recherche des *Vibrionaceae* et mensuelle pour les autres paramètres, afin de vérifier les normes suivantes :

PARAMETRE	Valeur limite	Flux journalier maximal Pour un rejet de 30 m ³ d'eau de mer et de 20 m ³ d'eau douce
COT	120 mg/L	6000 g
MEST	80 mg/L	4000 g
NTK	9,9 mg/L	495 g
P total	3,3 mg/L	165 g
NaCl	35 p 1000	1050 Kg
Conductivité à 15°C et à pression atmosphérique	53 mS/cm	
pH	6,5<X<8,5	
T°C	<30°C	
<i>Vibrionaceae</i>	500 UFC/mL	

Lorsque les paramètres contrôlés chaque mois sont respectés sur une période de 6 mois, la fréquence de contrôle peut devenir trimestrielle. En cas de dépassement, la fréquence d'analyse redevient mensuelle pour le ou les paramètres concernés et les causes sont recherchées et font l'objet de mesures correctives.

Les résultats de ces contrôles sont transmis chaque trimestre à l'inspecteur des installations classées.

Lorsque des traitements antibiotiques ou antiseptiques sont administrés aux animaux, notamment dans les bacs de quarantaine ou de soins vétérinaires, et lors de l'usage de désinfectants, toutes mesures sont prises pour que les eaux usées rejetées à l'égout ne portent pas atteinte au fonctionnement de la station de traitement des eaux usées urbaines et au milieu naturel.

ARTICLE 50 EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales sont acheminées vers le réseau spécifique du quartier Odysseum équipé de dispositifs dégrilleur, déshuileur, débourbeur et décanteur avant rejet au milieu naturel.

Dans la cour de service de l'établissement, les livraisons de gazole se font sur une aire imperméabilisée comprenant un dispositif de rétention permettant de prévenir toute pollution des eaux pluviales.

CHAPITRE 10 PREVENTION DES BRUITS ET VIBRATIONS

ARTICLE 51 CONCEPTION ET FONCTIONNEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine des bruits aériens ou solidiens susceptibles de compromettre la tranquillité du voisinage.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc..) gênant pour le voisinage, est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 51.1 VEHICULES – ENGINS DE CHANTIER

Les véhicules de transport, matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des installations sont conformes à la réglementation en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantiers doivent répondre aux dispositions du décret 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article L 571 - 2 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 51.2 VIBRATIONS

Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 (JO du 22 octobre 1986), relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

ARTICLE 51.3 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUITS ET DE VIBRATIONS

ARTICLE 51.3.1 PRINCIPES GENERAUX

Au sens du présent arrêté, on appelle :

- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A, notés L_{Aeq} du bruit ambiant (installations en fonctionnement) et du bruit résiduel (installations à l'arrêt). Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans la

deuxième partie de l'instruction technique annexée à l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

- zones à émergence réglementée :
 - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'autorisation et, le cas échéant, en tout point de leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse),
 - les zones constructibles, à l'exclusion des zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles, définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation,
 - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés dans les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation et, le cas échéant, en tout point de leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion des parties extérieures des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

ARTICLE 51.3.2 VALEURS LIMITES DE BRUIT

Le niveau sonore généré par les installations ne doit pas dépasser en limite du site d'implantation de l'établissement, les niveaux de bruit admissibles suivants :

- 70 dB(A) pour la période allant de 7 à 22 h, sauf dimanches et jours fériés,
- 60 dB(A) pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés.

Les différents niveaux de bruits sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré L_{Aeq}

L'évaluation de ce niveau doit se faire sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant des installations.

En outre, l'émergence doit rester inférieure aux valeurs fixées ci-dessous :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible :	
	Pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB(A)	3 dB(A)

CHAPITRE 11 : DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 52 INSPECTION DE L'ETABLISSEMENT

L'exploitant doit se soumettre aux visites et inspections de l'établissement qui sont effectuées par les agents désignés à cet effet.

Il prend les dispositions nécessaires pour qu'en toute circonstance, et en particulier lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'interventions extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

L'inspecteur des installations classées a en permanence libre accès à l'installation. Il peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers agréé, choisi avec son accord, de contrôles, pouvant comporter des prélèvements et analyses, qu'il juge nécessaires. Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 53 PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

Indépendamment des prescriptions figurant dans le présent arrêté, l'exploitation doit se conformer à toutes celles que l'administration peut juger utile de lui prescrire ultérieurement, notamment celles que le fonctionnement ou la transformation de l'établissement, rendrait nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, sans que l'exploitant ne puisse prétendre à une indemnité ou un dédommagement.

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier initial, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 54 AUTRES REGLEMENTATIONS

Les dispositions du présent arrêté sont prises sans préjudice des autres réglementations applicables, en particulier du Code civil, du Code de l'urbanisme, du Code du travail et du Code général des collectivités territoriales.

L'exploitant doit notamment se conformer, aux dispositions édictées par le livre II, titre III du Code du travail et les décrets réglementaires pris en exécution dudit livre, dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 55 CONFORMITE AU PRESENT ARRETE

Avant l'ouverture au public, les dispositions nécessaires au respect du présent arrêté doivent avoir été prises. L'exploitant doit s'assurer de la conformité des aménagements, équipements et procédures, avec les dispositions du présent arrêté.

L'exploitant transmet dans un délai de 6 mois après mise en service des installations, un rapport qui précise point par point les dispositions prises pour se conformer aux prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 56 AFFICHAGE ET COMMUNICATION DES CONDITIONS D'AUTORISATION

Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de Montpellier et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis au public est inséré par les soins de M. Le Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 57 RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès du Tribunal de Montpellier :

- par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement précité, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 58 EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault,
le Directeur Départemental des Services Vétérinaires de l'Hérault, Inspecteur des Installations Classées,

le Maire de Montpellier,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie conforme leur est notifiée, ainsi qu'au pétitionnaire.

Montpellier, le

- 6 DEC. 2005

LE PREFET
Pour le Préfet
et le Directeur
Le Secrétaire Général
Philippe VALLI

Copie conforme à l'original
Le chef de bureau,

B. Cardon
Brigitte CARDON

6 DEC. 2005

Faillie des Murènes et des Mérours

Bassin des Posidonies

* Annexe II CITES

Falla des Crustace

* Arrêté préfectoral du 26 novembre 1992.

Portes de la Méditerranée

** Arrêté du 21 novembre 1997 ATEN9870000AΠ

La Grotte de Poséïdon

Page 1 / 5

Observatoire de L'Océan Mondial								
Type de fournisseurs	Remarques	Familles d'espèces	Espèces les plus représentatives	Nombre / Surface (10 X 10 Cm)				
				Total	Males	Femelles		
Spécialisé aquariums publics grossiste	Volume : 1800 M3	Carangidés	Carangue	<i>Caranx hippos.</i>	50			
		Carangidés	Carangue	<i>Caranx ignobilis</i>	10			
		Carangidés	Carangue	<i>Caranx melampygus</i>	10			
		Carangidés	Carangue	<i>Caranx latus</i>	50			
		Carangidés	Coureur Arc-en-ciel	<i>Elegatis bipinulata</i>	30			
		Carangidés	Poisson pilote	<i>Naucrates ductor</i>	20			
		Carangidés	Liche	<i>Lichia amia</i>	5			
		Hémulidés	Gorette catalinète	<i>Haemulopsis axillaris</i>	50			
		Sphyraenidés	Barracuda	<i>Sphyraena sphyraena</i>	10			
		Megalopidés	Tarpon argenté	<i>Megalops atlanticus</i>	20			
		Serranidés	Mérou géant	<i>Epinephelus lanceolatus</i>	3			
		Haemulidés	Galerin	<i>Plectorhinchus galennus</i>	100			
		Espèce dangereuse**	Myliobatiformes	Raie léopard	<i>Aetobatus narinari</i>	10	5	5
		Espèce dangereuse**	Myliobatiformes	Raie manta	<i>Manta birostris</i>	1		
		Espèce dangereuse**	Rhinobatiformes	Raie guitare a nez rond	<i>Rhinobatus encylostoma</i>	3	1	2
		Espèce dangereuse**	Sphymidés	requin marteau	<i>Sphyrna sp</i>	2	1	1
		Espèce dangereuse**	Lamniformes	Requin taureau	<i>Carcharias taurus</i>	5	2	3
		Espèce dangereuse**	Carchariniformes	Requin brun	<i>Carcharhinus plumbeus</i>	8	3	5
		Espèce dangereuse**	Orectolobiformes	Requin nourrice	<i>Ginglymostoma cirratum</i>	3	1	2
	Espèce dangereuse**	Orectolobiformes	Requin zebre	<i>Stegostoma fasciatum</i>	2	1	1	
	Espèce dangereuse**	pristiformes	Requin scie	<i>Pristis sp</i>	2			
	2 - 3 ans apres ouverture	Scombridés	Thon germon	<i>thunnus alalunga</i>				
		Scombridés	Thon obèse	<i>thunnus obesus</i>				
		Scombrnés	Thon rouge	<i>thunnus thunnus</i>				
** Arrêté du 21 novembre 1997 ATEN9870000A11				TOTAL	394			
Bassin des Manchots								
Type de fournisseurs	Remarques	Familles d'espèces	Espèces les plus représentatives	Nombre / Surface (10 X 10 Cm)				
				Total	Males	Femelles		
Aquarium public ou zoo	Espèce protégée Annexe I CITES	spheniscidés	Manchot de Humboldt	<i>Spheniscus humboldti</i>	12			
	Faire part des besoins auprès des responsables du programme EEP manchots de Humbolt		TOTAL	12				
Bassin des Isopodes Géants								
Type de fournisseurs	Remarques	Familles d'espèces	Espèces les plus représentatives	Nombre / Surface (10 X 10 Cm)				
				Total	Males	Femelles		
Spécialisé	Volume : 2 M3	Crustacés isopodes	Isopode géant	<i>Bathynomus giganteus</i>	7			
	cette espèce doit être acquise en avance, et à stocker dans des installations provisoires		TOTAL	7				
Bassin des Nautilles								
Type de fournisseurs	Remarques	Familles d'espèces	Espèces les plus représentatives	Nombre / Surface (10 X 10 Cm)				
				Total	Males	Femelles		
Aquariums publics	Volume : 3 M3	Mollusque céphalopodes	Nautilie	<i>Nautilus sp.</i>	10			
	cette espèce doit être acquise en avance, et à stocker dans des installations provisoires		TOTAL	10				
Bassin des Cérianthes								
Type de fournisseurs	Remarques	Familles d'espèces	Espèces les plus représentatives	Nombre / Surface (10 X 10 Cm)				
				Total	Males	Femelles		
Grossiste	Volume : 2 M3	Anthozoaires	Cérianthes	<i>Cerianthus sp.</i>	5			
		Echinodermes	Holothunes	<i>Holothuroides sp</i>	5			
			TOTAL	10				
Bassin des Araignées Géantes								
Type de fournisseurs	Remarques	Familles d'espèces	Espèces les plus représentatives	Nombre / Surface (10 X 10 Cm)				
				Total	Males	Femelles		
Spécialisé	Volume : 22 M3	Crustacés décapodes	Araignée de mer géante	<i>Macrocheira kempferi</i>	7			
		Chimeridés	Chimère	<i>Hydrolagus collier</i>	5			
	ces espèces seront à acquérir en avance, et à stocker dans des installations provisoires		TOTAL	12				

Espace Pédagogique						
Type de fournisseurs	Remarques	Familles d'espèces	Espèces les plus représentatives	Nombre / Surface (10 X 10 Cm)		
				Total	Males	Femelles
Spécialisé Méditerranée Aquarium public	Volume : 2 M3	Blennidés	Blennie	<i>Lipophrys pholis</i>	5	
		Blennidés	Gattorugine	<i>Parablennius gattorugine</i>	5	
		Gobiidés	Gobie noir	<i>Gobius nero</i>	5	
		Gobiidés	Gobie paganelle	<i>Gobius paganelus</i>	5	
		Mugilidés	Mullet	<i>Mugil cephalus (juvenile)</i>	5	
		Ophiuridés	Ophiure singe	<i>Ophiothrix fragilis</i>	5	
		Crustacés cirripèdes	Balanes	<i>Chthamalus sp.</i>	10	
		Mollusques gastéropodes	Gibbules	<i>Gibbula lineata</i>	5	
		Mollusques gastéropodes	Troque	<i>Calliostoma ziziphinum</i>	5	
		Paguridés	Bernard l'hermite	<i>Eupagurus bernhardus</i>	3	
		Echinidae	Oursin vert	<i>Paracentrotus lividus</i>	3	
		Echinidae	Oursin noir	<i>Arbacia lixula</i>	3	
		Zoanthaires	Anémone fraise	<i>Actinia equina</i>	3	
		Zoanthaires	Anémone verte	<i>Anemonia varidis</i>	3	
		Asteridae	Etoile de mer commun	<i>Asterias rubens</i>	3	
		Echinasteridae	Etoile de mer rouge	<i>Echinaster sepositus</i>	3	
		Asteridae	Etoile de mer	<i>Asterina gibbosa</i>	5	
		Carchanniformes	Oeufs de roussette	<i>Scyllorhinus stellaris</i>	3	
		Galathidés	Galathée	<i>Galathea strigosa</i>	5	
		** Arrêté du 21 novembre 1997 ATEN9870000A71	TOTAL		84	
Le Lagon						
Type de fournisseurs	Remarques	Familles d'espèces	Espèces les plus représentatives	Nombre / Surface (10 X 10 Cm)		
				Total	Males	Femelles
Grossistes aquarium publics	Volume : 152 M3	Pomacentridés	Poisson clown à nageoires orange	<i>Amphiprion bicinctus</i>	10	
		Pomacentridés	Poisson clown	<i>amphiprion ocellaris</i>	5	
		Pomacentridés	Poisson clown	<i>amphiprion clarkii</i>	5	
		Pomacentridés	Poisson clown	<i>amphiprion ephippium</i>	5	
		Pomacentridés	Poisson clown	<i>amphiprion melanopus</i>	5	
		Pomacentridés	Poisson clown	<i>premnae biculeatus</i>	5	
		Pomacentridés	Demoiselle soufre	<i>Pomacentrus sulfureus</i>	30	
		Pomacentridés	Demoiselle à 3 bandes noires	<i>Dascyllus aruanus</i>	50	
		Pomacentridés	Demoiselle domino	<i>Dascyllus trimaculatus</i>	30	
		Pomacentridés	Chromis bleu-vert	<i>Chromis viridis</i>	100	
		Pomacentridés	Sergent major	<i>Abudefduf sp.</i>	50	
		Acanthuridés	Nason à rostre court	<i>Naso brevirostris</i>	8	
		Acanthuridés	Nason à éperon orange	<i>Naso lituratus</i>	20	
		Acanthuridés	Nason	<i>Naso vlamingii</i>	4	
		Acanthuridés	chirurgien chocolat	<i>Zebrazoma scopes</i>	30	
		Acanthuridés	Chirurgien voilier	<i>Zebrazoma desjardini</i>	10	
		Acanthuridés	Chirurgien à queue jaune	<i>Zebrazoma xanthurum</i>	20	
		Acanthuridés	chirurgien jaune	<i>Zebrazoma flavescens</i>	30	
		Acanthuridés	chirurgien bleu poudre	<i>Acanthurus leucosternon</i>	30	
		Acanthuridés	Chirurgien bleu	<i>Paracanthurus hepatus</i>	30	
		Acanthuridés	chirurgien noir	<i>Clanochaetus striatus</i>	20	
		Acanthuridés	Chirurgien zébré	<i>Acanthurus sohai</i>	5	
		Acanthuridés	Chirurgien à tache rouge	<i>Acanthurus achilles</i>	10	
		Acanthuridés	Chirurgien rayé	<i>Acanthurus triostegus</i>	50	
		Pomacanthidés	Poisson ange à 2 épines	<i>Centropyge bispinosus</i>	2	
		Pomacanthidés	Poisson ange à croissant	<i>Pomacanthus maculosus</i>	2	
		Pomacanthidés	Poisson ange semi-cercle	<i>Pomacanthus semicirculatus</i>	2	
		Pomacanthidés	Poisson ange Empereur	<i>Pomacanthus imperator</i>	2	
		Pomacanthidés	Poisson ange Royal	<i>Pygoplites diacanthus</i>	5	
		Pomacanthidés	Poisson ange	<i>centropyge bicolor</i>	5	
		Pomacanthidés	Poisson ange	<i>centropyge loriculus</i>	5	
		Pomacanthidés	Poisson ange	<i>centropyge flavissimus</i>	5	
		Pomacanthidés	Poisson ange	<i>Genicanthus watanabei</i>	10	
		Pomacanthidés	Poisson ange	<i>Genicanthus urospilotus</i>	10	
		Pomacanthidés	Poisson ange	<i>centropyge bispinosus</i>	5	
		Chaetodontidés	Poisson cocher	<i>Heniochus acuminatus</i>	30	
		Chaetodontidés	papillon à bec	<i>forcipiger flavissimus</i>	10	
		Chaetodontidés	papillon à 2 selles	<i>Chaetodon ulietensis</i>	20	
		Chaetodontidés	papillon lune	<i>Chaetodon lunula</i>	20	
		Chaetodontidés	papillon tabac	<i>Chaetodon fasciatus</i>	15	
		Chaetodontidés	papillon larme	<i>Chaetodon unimaculatus</i>	20	

Le Lagon (suite)						
Type de fournisseurs	Remarques	Familles d'espèces	Espèces les plus représentatives	Nombre / Surface (10 X 10 Cm)		
				Total	Males	Femelles
		Chaetodontidés	papillon cocher <i>Chaelodon auriga</i>	30		
		Chaetodontidés	papillon vagabond <i>Chaetodon vagabundus</i>	10		
		Chaetodontidés	papillon de Benetta <i>Chaetodon benetti</i>	10		
		Chaetodontidés	papillon à selle <i>Chaetodon ephippium</i>	40		
		Chaetodontidés	Poisson papillon jaune <i>Chaetodon semilarvatus</i>	10		
		Zanclidés	Zanclé <i>zanclus cornutus</i>	10		
		Kuhliidés	Poisson étendard <i>Khulia mugil</i>	50		
		Serranidés	barbier <i>Anthias pleurotaenia</i>	50		
		Serranidés	Barbier orange <i>Pseudanthias squamipinnis</i>	100		
		Haemulidés	Gaterrin tachete <i>Plectorhynchus gaterrinus</i>	40		
		Tétraodontiformes	Tétronon masqué <i>Arothron diadematus</i>	15		
		Tétraodontiformes	Poisson porc-épic <i>Diodon hystrix</i>	3		
		Tétraodontiformes	poisson coffre <i>ostracion cubicus</i>	10		
		Tétraodontiformes	Poisson vachette <i>Lactoria cornuta</i>	10		
		Tétraodontiformes	Poisson ballon <i>Arothron sp.</i>	3		
		Tétraodontiformes	Baliste Picasso Arabe <i>Rhinecanthus assasi</i>	3		
		Tétraodontiformes	Baliste bleu <i>Odonus niger</i>	5		
		Tétraodontiformes	Baliste clown <i>Ballistoides conspicillum</i>	2		
		Mullidés	Rouget barbet <i>Mulloidis sp.</i>	50		
		Labridés	Labre <i>Thalassoma sp</i>	10		
		Labridés	Labre <i>Anampses sp</i>	10		
		Labridés	Labre <i>Halichoeres</i>	10		
		Labridés	Labre <i>Coris sp</i>	10		
		Labridés	Labre <i>Gomphosus</i>	10		
		Labridés	labre nettoyeur <i>labroides dimidiatus</i>	10		
		Labridés	labre nettoyeur <i>Labroides bicolor</i>	10		
		Apogonidés	Poisson cardinal de Bangai <i>Pterapogon kaudernii</i>	50		
		Holocentridés	Beauclaire lanterne <i>Pracanthus hamrur</i>	5		
		Holocentridés	poisson écureuil <i>sargocentron sp.</i>	20		
		Holocentridés	Poisson soldat <i>Myripristis sp</i>	20		
		siganidés	Poisson lapin <i>Lo vulpinus</i>	20		
		Caesionidés	Fusillier <i>Caesiop</i>	60		
		Caesionidés	Fusillier à bande <i>Pterocaesio sp</i>	50		
		Ephipidés	Platax <i>Platax orbicularis</i>	15		
		Chanidés	poisson lait <i>Chanos chanos</i>	30		
		Malacanthidés	Malacanthé bleu <i>Malacanthus latovittatus</i>	8		
			SOUS-TOTAL POISSONS	1527		

